



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PREBET ET FILS

14 rue Pierre Copel
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243_EAR_24_131
Code AIOT : 0006103435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement PREBET ET FILS implanté 14 rue Pierre Copel 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREBET ET FILS
- 14 rue Pierre Copel 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement PREBET ET FILS effectue une activité de traitement de surface de métaux par immersion, à destination notamment du secteur aéronautique. Il est soumis au régime général de l'autorisation de par la rubrique ICPE n° 3260 (traitement de surface).

Néanmoins, pour un traitement de surface, deux arrêtés ministériels sont applicables au site :

- l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le site est également concerné par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation) dit « arrêté PFAS ».

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le 20/02/2024, l'exploitant ne rejette plus de polluants dans le réseau communal de par la mise en œuvre d'une station de traitement "zéro-rejet". Cette station permet de ne plus avoir de rejet aqueux. Un processus de séparation permet d'avoir :

- d'un côté, une eau traitée qui est réutilisée dans le process,
- d'un autre côté, un résidu solide qui est évacué en tant que déchet.

Cependant, l'autosurveillance n'est pas complète dans l'outil dédié Gidaf pour les prélèvements réalisés sur les effluents avant la mise en route de la station "zéro-rejet".

Par ailleurs, l'ancien système de traitement par bâchées n'a pas été condamné. L'exploitant devra mettre les plans des réseaux de collecte à jour.

Enfin, l'exploitant n'a pas respecté les échéances liées à la campagne d'analyses des substances dites PFAS. Une surveillance sur les eaux pluviales sera à réaliser dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Par courriel du 23/03/2024, l'exploitant a transmis un plan des réseaux d'eau daté du 16/01/2023. Ce plan ne prend pas en compte les observations qu'avait formulées l'inspection par courriel du 13/02/2023 suite à une précédente inspection. En effet, les réseaux des eaux pluviales et domestiques sont indiqués, mais pas le réseau d'eaux industrielles. Le jour de la présente visite, l'inspection a constaté la mise en œuvre d'une installation « zéro-rejet ». L'exploitant a indiqué conserver le réseau de rejets d'eaux industrielles en secours, le temps d'avoir un retour d'expérience suffisant vis-à-vis de la station « zéro-rejet ». Le plan devra donc être complété selon les observations formulées par l'inspection le 13/02/2023, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- faire figurer le réseau associé aux eaux industrielles, depuis les ateliers jusqu'au point de rejet,- faire apparaître clairement les ouvrages d'épuration interne, et le point de contrôle précédemment utilisé,- localiser les compteurs d'eau des volumes entrants et sortants, ainsi que les trois disconnecteurs (chaudière principale, cave, atelier),- compléter le réseau des eaux pluviales : les points de récupération du côté du bâtiment de la société « Tole & design » ne sont pas associés à un exutoire,- le site est maintenant équipé d'une cuve localisée sous le trottoir côté bâtiment administratif. Selon les dires de l'exploitant, cette cuve sert à récupérer tout épanchement dans les ateliers et voirie du site. Cette cuve ainsi que le réseau associé seront également à identifier sur un plan. Pour plus de lisibilité, l'exploitant peut mettre les informations demandées ci-dessus sur plusieurs plans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera le plan des différents réseaux de collecte de l'ensemble du site. Par ailleurs, l'exploitant transmettra, à l'unité interdépartementale (UiD) Loire - Haute-Loire, des éléments portant à connaissance la nouvelle cuve de récupération des eaux susceptibles d'être polluées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.
Constats : Jusqu'au 20/02/2024, les eaux industrielles étaient rejetées au milieu communal via un seul point de rejet. Le jour de l'inspection, le point de rejet contenait encore du liquide. Ce liquide ne présentait ni de mousse, ni de couleur.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Les points de prélèvements sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site possède un seul point de prélèvement, facilement accessible y compris pour un intervenant extérieur. Il est localisé au sein d'un des ateliers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.
Constats : L'exploitant étant passé en zéro-rejet, il n'y a plus de flux envoyés dans le réseau communal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 33
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté.
Constats : Avant la mise en place d'une station de traitement « zéro-rejet », le site traitait ses eaux de process via un traitement par bâchées. L'article 5.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 06/12/2018 autorise le site à réaliser des bâchées de 10 m ³ à raison de 3 à 5 bâchées par mois. Sur la période analysée (janvier 2021 à février 2024), l'inspection constate : - des dépassements du nombre de bâchées par mois : 6 bâchées en juin 2022, octobre 2022, juin 2023 ; 8 bâchées en septembre 2022,

- des dépassements récurrents de la VLE (valeur limite d'émissions) en manganèse sur l'année 2022 (maximum observé : 905 µg/L alors que la VLE est à 500 µg/L). L'exploitant rejetait donc du manganèse dans le réseau communal,
- des paramètres non analysés : cas du cuivre et du nickel en 2022 (rattrapage de l'analyse en janvier 2023).

Les trois champs « Commentaire » de l'onglet de synthèse sous GIDAF afin d'explicitier ces dépassements sont renseignés par l'exploitant.

Les rejets aqueux de l'exploitant étaient non conformes, notamment sur le manganèse. La mise en place d'une station zéro-rejet permet de ne plus rejeter de polluants dans le réseau communal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant ne transmet pas régulièrement et à la périodicité requise les résultats de son autosurveillance via GIDAF. En effet, il manque des données sur les mois de juillet et août 2023, ainsi que les mois de janvier et février 2024. Par ailleurs, le site ayant mis en activité la station zéro-rejet le 20/02/2024, des données sont donc encore à saisir jusqu'au 19/02/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant saisira les données de l'autosurveillance pour les mois de juillet et août 2023 et les mois de janvier et février 2024. En cas d'absence d'activité sur une période donnée, une valeur nulle sera saisie dans le paramètre « volume ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.
Constats : Le jour de la présente visite, l'inspection a constaté la mise en œuvre d'une installation « zéro-rejet ». Selon l'exploitant, cette station a été mise en route le 20/02/2024. Précédemment, les rejets aqueux s'effectuaient par bâchées. Chaque bâchée représentait un volume max de 10 m ³ traités avant rejet dans le réseau communal. L'article 5.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 06/12/2018 autorise un débit de rejet maximale de 3,5 m ³ par jour, l'évacuation des bâchées devant être réalisée sur 3 jours environ. Les données Gidaf indiquent un débit constant de 3,3 m ³ /j à chaque bâchée. La station de traitement zéro-rejet est gérée par automates, avec système de supervision informatique. En cas d'anomalie, la supervision génère une alarme visuelle et sonore dans l'atelier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site réalisait lui-même les prélèvements dans le cadre de l'autosurveillance. Une fois par trimestre, des analyses étaient réalisées par un organisme extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque</p>

campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Le site est au régime général de l'autorisation de par la rubrique ICPE n° 3260. Selon l'article 1er de l'arrêté du 20 juin 2023 dit arrêté PFAS, le site est concerné par la recherche des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans ses émissions aqueuses.

Selon le point II de l'article 4 du même arrêté, l'exploitant avait 6 mois pour réaliser sa première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté, soit au plus tard fin décembre 2023.

Sur l'outil dédié Gidaf, l'inspection a constaté qu'aucune donnée n'avait été saisie.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué ne pas s'être occupé des obligations liées à l'arrêté dit PFAS, qui auraient dû être réalisées au plus tard de décembre 2023 à février 2024. Depuis février 2024, le site est passé en zéro-rejet. La réalisation d'une campagne sur les rejets aqueux rejetés dans le milieu naturel ou communal n'est maintenant plus applicable au site.

Toutefois, une campagne d'analyse "PFAS" est également à réaliser sur les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées conformément au point II de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il est donc attendu une campagne d'analyse sur 3 mois consécutifs des eaux pluviales de voirie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 1 mois, un devis comportant les dates de la campagne d'analyses "PFAS" sur les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées sera à transmettre. La campagne d'analyses sera à réaliser sous un délai 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois